

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ÉTAT DES NÉGOCIATIONS AVEC LES GROUPES DE RÉPARATION DES CHANTIERS MARITIMES—L'ARRESTATION DE CERTAINS TRAVAILLEURS D'HALIFAX

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable président du Conseil du Trésor—

[Traduction]

Je poserai ma question à mon homonyme, le ministre du Travail.

Une voix: Ce mot semble grossier.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Je me demande si le ministre pourrait nous dire s'il est au courant d'une menace de grève contre—

[Français]

Je vois que l'honorable président du Conseil du Trésor est revenu. Serait-il disposé à nous faire part de la situation actuelle relativement aux négociations qui sont en cours depuis le mois de janvier dernier avec les groupes de réparation qui travaillent dans les chantiers maritimes de l'État, sur les deux côtes?

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur le président, mes renseignements sont à l'effet que les parties se rencontrent à ce moment-ci, avec l'aide d'un médiateur, et j'espère qu'elles pourront bientôt en venir à une entente.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Est-il vrai, comme le rapportent les journaux d'aujourd'hui, que certains travailleurs ont été arrêtés à Halifax, et dans l'affirmative, pourquoi?

M. Chrétien: Monsieur le président, je vais m'enquérir de cette nouvelle, et j'en ferai rapport à l'honorable député. Je n'ai pas de précisions à donner à ce moment-ci.

[Traduction]

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de la Défense nationale.

* * *

LA SANTÉ

LA QUESTION AU FEUILLETON RELATIVE À LA RECHERCHE SUR LE CANCER ET LES MALADIES CARDIO-VASCULAIRES

M. Leonard C. Jones (Moncton): Monsieur l'Orateur, étant donné le nombre de décès imputables au cancer et aux maladies cardio-vasculaires au Canada, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social peut-il dire quand il répondra à la question n° 1455 qui a été inscrite au *Feuilleton* le 3 février de cette année, il y a plus de quatre mois, et dans laquelle je demandais pourquoi la contribution du gouvernement fédéral à la recherche sur le cancer et les maladies cardio-vasculaires—

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député pourra à juste titre invoquer le Règlement au moment opportun.

*Questions orales***L'AGRICULTURE**

ŒUFS—LA CONCLUSION D'UNE ENTENTE NATIONALE POUR LA COMMERCIALISATION—LA QUESTION DU CONTRÔLE DE LA PRODUCTION

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre de l'Agriculture si la nouvelle entente nationale relative à la commercialisation des œufs au Canada a été acceptée et signée par les dix provinces.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, une entente supplémentaire qui sera applicable jusqu'à la fin de l'année en cours a été acceptée et signée par plusieurs des cosignataires, mais pas encore par tous.

M. Mazankowski: Monsieur l'Orateur, le ministre sait-il qu'il semble y avoir deux ensembles de normes de mesure relativement au contrôle de la production des œufs, soit les contingents et les permis pour les poussins, et qu'il semble y avoir un écart d'environ 20 p. 100 entre les deux normes? Peut-il dire à la Chambre sur quelle mesure se fondera la nouvelle entente?

M. Whelan: Monsieur l'Orateur, je l'ai déjà dit, les termes de la nouvelle entente seront communiqués au public une fois qu'elle aura été signée par toutes les parties en cause. Je répète qu'il serait trop long d'expliquer l'entente actuelle à la Chambre dès maintenant.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

DEMANDE DE REPORT DE L'APPLICATION DES DIRECTIVES DE CONSULTATION DES AUTOCHTONES

M. J. R. Holmes (Lambton-Kent): Monsieur l'Orateur, ma question fait suite à une autre posée précédemment et, en l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, je m'adresse au ministre de la Justice. Étant donné l'intérêt que le ministre de la Justice a manifesté à l'égard des accusations portées par la Fédération des Indiens et des chefs de la Saskatchewan, pourrait-il assurer à la Chambre qu'il consultera son collègue le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien pour être certain que le ministère n'appliquera pas ses nouvelles directives jusqu'à ce que tous les chefs des autochtones du Canada aient été suffisamment consultés?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, il est certain que j'en discuterai avec mon collègue mais la délégation des chefs indiens de la Saskatchewan m'a saisi de la question parce que je viens de la Saskatchewan, non pas en tant que ministre.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE RAFFINERIE DE PÉTROLE À EASTPORT, MAINE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au ministre de l'Environnement si son ministère étudie la demande présentée par la société Pittston, de l'État du Maine, relative à la construction d'une raffinerie à Eastport, et si ses fonc-